

LE SOCIALISME

Carnet de notes.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 août 2026

Imposture. Il y en a qui écrivent déjà à titre **posthume, à quoi les reconnaît-on ? A leur **posture**.**

- post-vérité, postmoderne, postdémocratique, postdiplomatie, post-capitalisme, post-fordiste, etc.

Selon l'IA de Google.

C'est tout à fait vrai : accoler le préfixe « *post-* » à un concept est devenu le sésame absolu de la distinction intellectuelle et du jargon à la mode. C'est une façon très chic de dire que l'on a dépassé un sujet, sans pour autant savoir ce qui le remplace.

J-C – Autant dire parler pour ne rien dire. J'y vois une sorte d'esprit de contradiction inconsistante, histoire de casser l'ambiance ou de vous faire chier...

Psychose collective : Angoissez-vous ! Ils veulent vous rendre dingue.

- L'éco-anxiété (anxiété provoquée par les menaces environnementales)
- Anxiété sanitaire (Peur panique d'une nouvelle pandémie)
- Anxiété géopolitique (Angoisse chronique liée aux menaces de guerres mondiales)
- Anxiété technologique (Peur ou rejet des impacts de la technologie moderne)
- Ecoparalysie (Sentiment d'impuissance totale face à l'ampleur des crises écologiques)
- Solastalgie (destruction physique de son lieu de vie familial)

Lu. IA. Mauvaises questions ou divertissement.

- La vraie question est de savoir si l'être humain conservera la capacité de douter, de s'émerveiller, d'entrer réellement en relation avec autrui et de construire des significations partagées.

J-C - Pure abstraction, branlette d'intellectuel !

La vraie question ne serait-elle pas plutôt : Comment faire pour que la conscience de la majorité atteigne un niveau de maturité suffisante, de sorte qu'elle décide de prendre en mains son destin ? Il faut dire que cela implique un réel engagement politique et non de brasser du vent en se donnant bonne conscience.

Mystification. On n'achète pas quelque chose qui n'existe pas.

Tondelier répond vivement à Elon Musk qui l'accuse de "*trahison envers la France*" - BFMTV 7 août 2026

Sur X, le milliardaire Elon Musk et Marine Tondelier ont eu de vifs échanges. Accusée de "*trahison envers la France*", la candidate écologiste à la présidentielle a répondu qu'elle préférerait "*être accusée de défendre la démocratie que d'essayer de l'acheter.*" BFMTV 7 août 2026

Lu. IA comme arnaque.

J-C – Il y avait déjà les cons qui croyaient encore ce qu'on racontait au JT, ceux qui croyaient ce que débitaient les médias dits sociaux ou alternatifs, et bien maintenant il va falloir ajouter ceux qui tombent dans le panneau des arnaques fabriquées avec l'IA, comme dirait l'autre, il y en aura pour tout le monde, à croire que très peu échapperont à tous ces pièges à cons. Un conseil d'ami, ne soyez pas les derniers !

- Le bas devient le haut, le haut devient le bas.

Les «médecins» fabriqués par IA et mis au jour par les enquêteurs n'avaient ni licence médicale, ni visage réel, ni identité légale. Ils ont fait des déclarations mensongères sur les compléments alimentaires à un public national.

Le volume des arnaques pilotées par l'IA a explosé de 1210% en 2025, surpassant largement la croissance de 195% des fraudes traditionnelles commises par des humains. En effet, le coût de la main-d'œuvre pour mener une escroquerie a chuté à presque zéro.

La production vidéo coûte désormais seulement 0,003 dollar par seconde de vidéo, ce qui signifie que l'économie du mensonge s'est inversée : mentir de façon convaincante coûtait autrefois plus cher que dire la vérité, et maintenant cela coûte moins cher.

Il n'existe actuellement aucun organisme de réglementation, aucune loi sur la véracité de la publicité, ni aucun défenseur identifiable pour les contenus créés par des inconnus. Ce manque de cadre réglementaire est au cœur de toute cette absurdité.

Se retrousser les manches, ça a toujours été là, mais maintenant, ça ne demande presque plus aucun effort. On monte l'arnaque sur un ordinateur portable et on laisse les médias la diffuser gratuitement, algorithmiquement, à des millions de personnes.

Plus personne n'est aux commandes, car l'arnaque s'est automatisée, et la seule chose qu'on attend encore d'un humain, c'est de cliquer sur «Générer». C'est là toute la leçon de la génération Appsurd : non pas que les vieilles arnaques soient devenues plus sophistiquées, mais qu'elles aient enfin trouvé le moyen de se vendre toutes seules.

On prend soin aussi de votre santé mentale.

Vidéo – Louis Fouché : « Rester médecin dans un monde devenu fou »

<https://www.youtube.com/watch?v=p0xsmqpk508&t=1800s>

Commentaires d'un internaute.

- Magistral. Cette vidéo est un diamant pur.

Après 5 ans de travail, Louis Fouché maîtrise parfaitement le sujet "*Opération Covid 19*".

Il démontre dans les 33 premières minutes comment un scénario finement préparé a été déroulé avec une rigueur toute militaire par les différents acteurs de "*l'Empire*" occidental. Et la force de son propos vient de ce qu'il a été, de par sa qualité de soignant, "*au front*", dès la première heure.

N'importe quel sceptique de bonne foi, non impliqué dans l'opération, qui accepterait de visionner ces 33 minutes ne pourrait qu'être convaincu de la justesse de son propos.

Pour ceux qui ont compris ce qui se produisait en France dès le 17 mars 2020, la parole de Louis Fouché a été, et elle le reste aujourd'hui, un réconfort inestimable.

Totalitarisme. Fanatisme. Matraquage à chaque article. FranceInfo ou la voix de Davos.

- Depuis le XIXe siècle, la température moyenne de la Terre s'est réchauffée de 1,3°C. Les scientifiques ont établi avec certitude que cette hausse est due aux activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). Ce réchauffement, inédit par sa rapidité, menace l'avenir de nos sociétés et la biodiversité.

Mais des solutions – énergies renouvelables, sobriété, diminution de la consommation de viande – existent. FranceInfo 9 août 2026

J-C - Le menu indigeste des gavés, de la jetset, des élites pour lesquels on a une solution : Les neutraliser et davantage s'ils résistent.

Totalitarisme. C'est valable pour l'Etat français et l'UE.

Quand un Etat ou une institution politique internationale s'octroie le pouvoir de juger et condamner les idées exposées publiquement par des citoyens quel que soit leur statut, parce que leur orientation politique diverge du récit officiel, il commet un délit d'opinion, qui plus est, en leur refusant le droit à la défense et en violant le principe de la présomption d'innocence, il commet un abus de pouvoir ou il se comporte comme les pires dictatures.

Toute personne qui doute du récit officiel est caractérisée d'ignorant, de fou, de complotiste, d'antisémite, d'islamo-gauchiste, de menace pour l'ordre public, d'ennemi de la nation, de traître, d'ami de Poutine et j'en passe.

La liberté d'expression est interdite en Europe par Marc Jean - Mondialisation.ca, 06 août 2026

https://www.mondialisation.ca/la-liberte-dexpression-est-interdite-en-europe/5709446?doing_wp_cron=1786081644.0864648818969726562500

Vu par l'IA de Google.

Le point de vue des institutions

- **Protection démocratique** : Les gouvernements estiment qu'il faut lutter contre les fausses informations.

J-C - Alors qu'ils en sont à l'origine neuf fois sur dix, ainsi que la désinformation, plus menteur, tu meurs ! Les faits qu'ils évoquent ne sont pas forcément de nature frauduleuse, c'est le traitement qu'ils en font qui l'est, ce qui est plus difficile à cerner et combattre.

Les gouvernements ne peuvent pas être à la fois les garants de la démocratie et la piétiner quotidiennement.

La lutte contre la désinformation par les gouvernements ne servent qu'à museler la liberté d'expression ou discréditer toute forme d'opposition au régime en place, mêmes les plus modérées ou qui ne remettent pas en cause l'existence du capitalisme et ses institutions.

- **Risques identifiés** : Ces discours menacent la santé publique, la sécurité ou la confiance dans les institutions.

J-C - Comme si les autorités étaient animées de bonnes intentions envers la population ou elles se soucieraient de sa santé, c'est tout le contraire en réalité, l'état de délabrement avancé du système de santé en France en témoigne, notamment.

Quant à la méfiance envers les institutions, étant donné qu'elles sont antidémocratiques, c'est plutôt une saine et légitime réaction.

- **Lutte contre les extrêmes** : Les autorités rappellent souvent les liens entre théories du complot et discours de haine ou antisémitisme.

J-C - Les autorités ou l'Etat, le capitalisme, sont à l'origine de toutes les violences dans la société.

Quand un Etat finance, arme et entraîne une armée composée de nazis est impliquée directement dans une guerre impérialiste ou agresse une nation qui ne lui a pas déclaré la guerre, prétend « *lutter contre les extrêmes* », il faut comprendre par là, qu'il est l'ennemi de la paix, et qu'il constitue une menace pour toutes les libertés.

Ils sont les champions toutes catégories en amalgames pourris en tout genre. Par exemple, ils ne se privent pas d'assimiler toute critique ou tout opposant à l'extrême droite, extrême droite que par ailleurs ils instrumentalisent avec son consentement parce qu'ils partagent la même idéologie criminelle.

En réalité, ce sont eux qui complotent en permanence contre le peuple, qui ne doit surtout pas prendre conscience de ce qui se trame dans son dos, découvrir ou comprendre quelle est l'origine de toutes ses souffrances afin de l'empêcher de se soulever contre l'Etat et le capitalisme pour les renverser.

La France un pays en Etat de guerre ou un asile de fous.

MétéoFrance - Les 4 niveaux de vigilance

Vert : Pas de vigilance particulière.

Jaune : Soyez attentif en cas d'activités sensibles.

Orange : Soyez très vigilant face à des phénomènes dangereux prévus.

Rouge : Une vigilance absolue s'impose face à des phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle.

Sinon, il existe :

- La vigilance canicule
- La vigilance orages
- La vigilance vent violent
- La vigilance pluie-Inondation
- La vigilance crue
- La vigilance vagues-submersion
- La vigilance grand froid
- La vigilance neige-verglas

- La vigilance avalanche

MétéoFrance - Comment se protéger ?

J-C - Portez un casque lourd, Mettez un gilet de sauvetage, pare-balles si possible, emportez une bouée, munissez-vous d'une balise de détresse, prévoyez des provisions, etc.... on ne sait jamais ! Quelle bande de dingues !

Ministère de l'Intérieur. Les 3 nouveaux niveaux Vigipirate (Modèle 2026)

L'ensemble du territoire national est actuellement placé au niveau « *Vigilance renforcée* »

Vigilance : Le niveau d'alerte initial et permanent. Il implique une centaine de mesures de sécurité.

Vigilance renforcée (Niveau actuel) : Le niveau intermédiaire activé face à une menace terroriste majeure et durable.

Alerte attentat : Le niveau sommital maximal.

La vigilance numérique.

La vigilance numérique désigne l'ensemble des pratiques et des dispositifs de surveillance visant à protéger les données...

1. L'action de l'État : La lutte contre les ingérences (VIGINUM) (rattaché au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale).

Sa mission : Détecter et caractériser les campagnes de désinformation massives et les faux contenus (deepfakes, bots) orchestrés par des puissances étrangères pour déstabiliser le pays ou fausser des scrutins électoraux.

La cybersécurité interministérielle : La cybersécurité et la résilience des infrastructures numériques font d'ailleurs partie intégrante des priorités nationales, y compris dans le volet cyber du plan Vigipirate.

2. En entreprise : La "Cyber Vigilance" active

- **Surveillance du Dark Web** : Détecter si des identifiants professionnels, des mots de passe ou des données clients ont été volés et mis en vente.

- **Contrôle de la surface d'attaque** : Repérer en temps réel les failles de sécurité (CVE)

3. Pour les citoyens : L'hygiène informatique au quotidien

- **Mots de passe** : Utiliser des phrases secrètes complexes et uniques pour chaque compte.

- **Double facteur (MFA)** : Activer l'authentification multifacteur partout où cela est possible.
- **Hameçonnage (Phishing)** : Analyser minutieusement l'expéditeur et le ton des e-mails ou des SMS inattendus avant de cliquer sur un lien.
- **Mises à jour** : Installer immédiatement les correctifs système sur son smartphone et son ordinateur pour bloquer les failles.

4. Alertes d'ingérence numérique en politique.

Les 4 cibles majeures des alertes

- 1- **La polarisation du débat** : Gonfler artificiellement des sujets de discorde
- 2- **La décrédibilisation du scrutin** : Diffuser de fausses rumeurs affirmant que les votes ou les urnes sont truqués
- 3- **Le dénigrement ciblé des candidats** : Attaquer directement la réputation d'un candidat ou d'un parti par le biais de faux contenus
- 4- **La défiance envers les médias** : Pousser les internautes à rejeter la presse traditionnelle au profit de faux canaux d'information alternatifs contrôlés à distance

Vigilance cambriolage

Les deux grands dispositifs officiels

1. L'Opération Tranquillité Vacances (OTV)

- **Rondes régulières**
- **Suivi numérique**
- **Inscription**

2. Le dispositif de « Participation Citoyenne »

- **Des citoyens référents** : Des habitants volontaires d'un quartier sont formés pour observer et remonter les anomalies.
- **Signalement rapide** : Ils alertent directement les forces de l'ordre en cas de comportements suspects
- **Pas de milice** : Les citoyens surveillent mais n'interviennent jamais directement

Signes de repérage et réflexes de vigilance

- **Inscriptions discrètes** : Symboles tracés à la craie, au feutre ou petits cailloux empilés devant une barrière.

- **Objets témoins** : Un prospectus coincé dans la porte ou une branche d'arbre déplacée pour vérifier si vous ouvrez vos accès.

- **Faux démarcheurs** : Individus se présentant comme des agents EDF, des couvreurs ou des livreurs sans rendez-vous.

Les gestes essentiels pour protéger son domicile

- **Simuler une présence** : Utilisez des programmateurs pour allumer des lumières ou une radio à heures variables.

- **Verrouillage systématique** : Fermez la porte à clé et relevez les volets arrière même pour une absence de 10 minutes.

- **Discrétion numérique** : Ne publiez jamais vos photos de vacances ou vos dates de départ en temps réel sur les réseaux sociaux.

En option :

- Opération Tranquillité Vacances

Et autres, dont la vigilance sanitaire qui est tout un roman !

Savez-vous que plus de 90% de ces services n'existent pas en Inde et dans de très nombreux pays sans que la population n'en ressente le moindre besoin, je dirais même mieux, elle s'en porte mieux ! Je comprends mieux le comportement étrange pour ne pas dire un brin dérangé des Français que j'ai pu côtoyer ces dernières années, y compris dans ma famille.

Pour se protéger de leurs conneries, débranchez votre téléviseur, balancer votre radio, ne lisez plus la presse mainstream, filtrez tout ce qui provient des réseaux et des médias dits sociaux, ne prenez jamais pour argent comptant tout ce qu'on vous raconte ou ce que vous entendez forgez-vous un esprit critique qui soit ouvert ou non fermé, adogmatique, susceptible d'évoluer.

Le militarisme sous le capitalisme n'est pas nouveau.

Parole d'internaute.

- La guerre 14 avait été préparée de longue date... depuis la défaite de 1870, elle n'est pas tombée du ciel le beau matin du 2 août 1914.

Voir "*le revanchisme*" dans Wikipédia comment les hussards de la III^e République bourraient le bourrichon aux enfants, les garçons surtout.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Revanchisme>

Illustration, une peinture de Albert Bettannier, La tache noire, 1887.

"En plus de l'instruction morale et civique (qui remplace les cours d'éducation morale et religieuse), la loi de 1882 en France met en place « pour les garçons des exercices militaires » (et « pour les filles, les travaux à l'aiguille »). Sur le tableau, on remarque l'Alsace-Moselle en noir, l'uniforme de l'élève, celui du bataillon scolaire de son école, la croix du Mérite scolaire de l'élève-modèle, le tambour à côté du bureau du maître, ainsi que les fusils d'instruction au râtelier, rappelant là aussi le type d'instruction militaire infantile en vigueur dans l'éducation nationale à partir de la loi précédemment mentionnée."

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Revanchisme#/media/Fichier:The Geography Lesson or %22The Black Spot%22.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Revanchisme#/media/Fichier:The_Geography_Lesson_or_%22The_Black_Spot%22.jpg)

Il y avait aussi un engouement pour les clubs de tirs... pour l'odeur de la poudre à canons (?)...

En France, les sociétés de tir « *ont connu un grand développement après la défaite de 1870, au point de faire l'objet de plusieurs circulaires ministérielles en 1885, puis de nouveau en 1892* ». Sous couvert de pratique sportive, ces sociétés de tir étaient donc une préparation à la guerre en temps de paix, préparation largement financée par les ministères de la Guerre, les associations patriotiques et les autorités locales.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_de_tir#En_France, apr%C3%A8s 1870](https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_de_tir#En_France,_apr%C3%A8s_1870)

Loi du 21 mars 1905 : Elle supprime le remplacement financier et rend le service universel, personnel (le remplacement n'était plus admis) et obligatoire pour une durée initiale de deux ans.

Avec la III^{ème} république, l'armée et l'école deviennent les deux piliers de la Nation pour préparer l'armée de la revanche.

Chaque époque a préparée la prochaine... la « Der des Der » expression lorraine qui s'est forgée à la suite de la Première Guerre mondiale, promesse d'ivrognes !

Toute ressemblance avec des décisions politiques actuelles (loi de programmation militaire, Service national universel (SNU), réarmement accéléré de la France, dissuasion nucléaire, soutien partisan à l'Ukraine...) ne saurait être fortuite...

Modification de l'Article 35 de la Constitution par le Congrès de Versailles réuni le 21 juillet 2008

Art. 35. - La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement.

Par celui-ci :

Art. 35 : Le gouvernement « *informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger* » dans les « *trois jours après le début de l'intervention* ». « *Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote. Lorsque la durée de*

l'intervention excède quatre mois, le gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. »

Autrement dit, grâce à la réforme de la Constitution, le gouvernement peut décider unilatéralement d'entrer en guerre et mettre le Parlement devant le fait accompli... trois jours plus tard (!). Le Parlement devra attendre quatre mois pour pouvoir enfin voter sur ce sujet. Quatre mois de guerre, c'est plus qu'il n'en faut pour ramener un pays à l'âge de pierre et mettre la France dans une situation inextricable (qu'on pense à l'Irak, à la Libye).

Parole d'internaute.

- Comprendre la crise de Ceuta.

Le plan des États-Unis, du Maroc et d'Israël sur Ceuta vise le détroit de Gibraltar (eaux territoriales entièrement espagnoles). Ceuta permet à l'Espagne et par elle aux pays Européens alliés, un contrôle des portes de la Méditerranée.

Les États-Unis et Israël veulent imposer un deuxième corridor marocain pour ce détroit, afin de ne pas dépendre de l'Espagne ni, à travers elle, d'une alliance de pays européens. L'axe Washington-Tel-Aviv se méfie des velléités d'autonomie européenne, et en particulier de celles de l'Espagne, qui a donné l'exemple d'une diplomatie active et critique ces derniers mois, à l'occasion des guerres menées par Israël et les États-Unis au Moyen-Orient.

Comme le notent plusieurs géopolitologues avisés ces dernières heures, Israël et les États-Unis veulent contrôler ce détroit via leur vassal marocain face à l'insécurité de la mer Rouge et du canal de Suez. L'opération Ceuta et la contestation de la souveraineté espagnole constituent les phases de déstabilisation et fragilisation destinées à forcer à terme l'Espagne à céder Ceuta (et probablement Melilla) pour ouvrir un corridor à l'axe Washington-Tel-Aviv via les eaux territoriales marocaines.

Pour préparer l'opinion publique, ils s'appuient sur tous les réseaux qu'ils contrôlent en Europe. Ceux-ci deviennent de ce fait faciles à identifier : ils concentrent leurs attaques sur l'Espagne et soutiennent, ou à minima passent sous silence, la responsabilité du Maroc (et de ses suzerains) dans l'invasion de Ceuta. Les influenceurs de la communauté pro-israélienne et les relais de la propagande des États-Unis sont tout particulièrement mobilisés à cette fin.

Les partis de droite anti-immigration, prétendument favorables à la défense des intérêts européens, ainsi que les médias qui relaient habituellement leur communication (CNews en tête), participent jusqu'ici activement à cette opération d'attaque directe contre les intérêts de l'Espagne et donc contre ceux des Européens. Par leurs réactions, ils cherchent à isoler l'Espagne au prétexte de sa politique migratoire nuisible (et surtout de sa contestation de la politique d'Israël et des États-Unis au Moyen-Orient), tout en omettant largement de mettre

cette affaire en perspective du point de vue de l'intérêt collectif européen, par incompetence, démagogie ou pire.

À gauche, même gêne. La perte de souveraineté de l'Espagne sur Ceuta est présentée par certains comme un enjeu décolonial. Mais la gauche LFI, plus avisée des questions géopolitiques et une fois sortie de ses réflexes conditionnés sur l'immigration (qui n'est pas vraiment ici l'enjeu), sait que la perte de contrôle de l'Espagne sur Ceuta (puis Melilla) aboutirait de fait à servir les intérêts des « *puissances impérialistes* » et à une nette perte de contrôle des Européens sur l'accès à la Méditerranée. Cruel dilemme.

<https://x.com/LaurentOzon/status/2083712780738179337>

- Quiconque contrôle le canal de Panama, le canal de Suez, le détroit d'Ormuz et le détroit de Gibraltar contrôle effectivement le commerce mondial. Ils peuvent ouvrir ou fermer le robinet de la planète à leur convenance. Et les États-Unis ont leurs intérêts parfaitement clairs.

C'est pourquoi il vaut la peine de comprendre quel rôle Washington joue dans tout cela. Il a besoin d'un partenaire solide pour surveiller son flanc sud de la Méditerranée, la porte d'entrée de Gibraltar. Et ce pari porte un nom : le Maroc.

C'est là que la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara en 2020 intervient. Ce n'était pas un geste : c'était un paiement. Et chaque fois que Washington engraisse la dictature de Mohamed VI, l'Espagne perd le pouvoir de négociation sur sa propre frontière.

Parce qu'il ne s'agit plus de Ceuta et Melilla, ni d'histoire, ni de bateaux de migrants. Il s'agit de quelque chose de bien plus grand et plus froid : le contrôle et le pouvoir. Et sur cet échiquier, l'Espagne est déplacée comme un pion.

<https://x.com/BrunoRoalv/status/2083908711366439097>

Internationale fasciste siège à Washington. La France : Etat terroriste.

Zakharova : «*La France doit savoir que ses dirigeants participent personnellement à des actes terroristes contre des femmes et des enfants*» - RT 6 août 2026

Le 3 août, le village d'Arkhipo-Ossipovka, situé dans le sud de la Russie, a été la cible de l'une des attaques de drones les plus meurtrières jamais enregistrées dans la région de Krasnodar. D'après le dernier bilan communiqué par les autorités russes, sept personnes, dont trois enfants, ont été tuées et 58 autres ont été blessées.

Le 4 août, l'ambassadeur russe itinérant pour les crimes du régime de Kiev, Rodion Mirochnik, a fait état de 391 civils russes touchés par des frappes ukrainiennes au cours de la semaine précédente, dans plusieurs régions du pays. Selon lui, ce bilan se répartissait entre 342 blessés, dont 16 mineurs, et 49 morts, parmi lesquels quatre enfants. RT 6 août 2026

«Une honte» : Medvedev tacle des responsables japonais et leur «mémoire courte» sur Hiroshima et Nagasaki - RT 6 août 2026

Lors du 81^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima, le 6 août 2026, ni le maire Kazumi Matsui ni la Première ministre japonaise Sanae Takaichi n'ont mentionné les États-Unis, responsables de l'attaque de 1945. Le vice-président du Conseil de sécurité russe Dmitri Medvedev dénonce ce silence et qualifie le Japon de «vassal» de Washington.

Jusqu'à aujourd'hui, les États-Unis ne reconnaissent pas de responsabilité morale dans ces bombardements, qu'ils continuent de justifier par la « *nécessité militaire* ». Lors du sommet du G7 organisé à Hiroshima en mai 2023, l'ancien président Joe Biden, comme Barack Obama avant lui en 2016, n'ont présenté aucune excuse pour les bombardements atomiques. Donald Trump, de son côté, ne s'est jamais rendu aux mémoriaux d'Hiroshima ou de Nagasaki, malgré les invitations envoyées par les autorités des deux villes, aussi bien durant son premier mandat qu'après son retour à la Maison Blanche.

La guerre de l'OTAN, c'est cela aussi. C'est l'occident qu'il faudrait dénazifier, décapitaliser.

«Enfant gâté» de l'Occident : la diplomatie russe fustige la transformation de l'Ukraine en un «véritable État voyou à qui tout est permis» - RT 9 août 2026

Dans l'intérêt d'une série d'acteurs géopolitiques, l'Ukraine « *est soudainement devenue un véritable État voyou* », capable de faire tout ce qu'il veut sans en subir les conséquences, a déclaré Rodion Mirochnik, ambassadeur chargé de missions spéciales au ministère russe des Affaires étrangères, dans une interview accordée à l'agence TASS. Selon lui, Kiev estime qu'il peut tout se permettre.

D'après lui, l'Ukraine est tout simplement à la charge de l'Occident qui doit donc « *gérer cette charge : la direction dans laquelle l'Ukraine doit aller, les cibles qu'elle doit viser et la manière de l'utiliser* ». « *Il s'agit donc ici d'une sorte d'expérience à l'échelle mondiale, qui a permis de créer un État docile, un État kamikaze, mercenaire. On pourrait citer de très nombreux synonymes. Ce n'est même pas une expérience mais une pratique géopolitique, grâce à laquelle des pays, qui veulent faire croire que ce n'est pas eux qui sont impliqués, continuent néanmoins d'utiliser cet État, tout un peuple, des territoires entiers, des économies et des secteurs à leur avantage : c'est-à-dire de l'utiliser pour poursuivre leur propre politique* », a conclu l'ambassadeur chargé de missions spéciales du ministère russe des Affaires étrangères.

«Tuer davantage de Russes» : la formule choc d'un journaliste allemand suscite l'indignation à Moscou et en ligne - RT 9 août 2026

La conférence de presse conjointe du président serbe Aleksandar Vucic et de Volodymyr Zelensky a fait l'objet de nombreux débats dans les médias. Les discussions ont notamment été déclenchées suite à une question provocatrice posée au cours de l'événement par Michael Martens, journaliste allemand du quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, qui a demandé au chef du régime de Kiev : « *Pouvez-vous nous dire ce que nous, Européens, pouvons concrètement faire pour vous aider à tuer davantage de Russes ?* »

En Russie, le correspondant militaire Alexandre Kots a été le premier à commenter cette question controversée, rappelant notamment les origines de Martens. Sur sa chaîne Telegram, il a souligné que le grand-père du journaliste allemand, Hans-Hermann Martens, membre du Parti national-socialiste des travailleurs allemands, avait été nommé procureur général sur décision personnelle d'Hitler.

Entre 1941 et 1943, l'ancêtre de Martens était officier au sein du Wehrmachtführungsstab, l'état-major chargé de la direction opérationnelle du Haut Commandement de la Wehrmacht. C'était l'une des six directions dirigées, de 1939 jusqu'au 8 mai 1945, par le colonel-général Alfred Jodl, exécuté sur décision du Tribunal de Nuremberg pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Au vu de ces faits, Kots a fait remarquer qu'il n'y avait « *rien de surprenant* » dans les propos de Martens.

Les déclarations liées à l'expression « *tuer les Russes* » sont de plus en plus banalisées dans les pays européens et autres pays hostiles envers la Russie. Le 7 août, le président polonais Karol Nawrocki a déclaré : « *Là où l'on frappe les Russkoffs, la Pologne apporte son aide, même si elle ne participe pas directement à cette guerre* ». Ces propos ont été dénoncés par Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, qui a accusé le dirigeant polonais d'utiliser régulièrement un « *langage de haine* » à l'encontre des Russes, soulignant notamment l'emploi du terme péjoratif « *Russkofs* ». Elle a également déploré que ce vocabulaire n'était plus un phénomène isolé et s'était généralisé au sein de l'élite politique polonaise.

À la mi-juillet, le journal The Australian a publié un reportage sur un camp d'entraînement destiné aux soldats ukrainiens en Pologne, citant des instructeurs australiens qui affirment sans détour que leur mission consistait à apprendre aux Ukrainiens à « *mieux tuer les Russes* ».

Totalitarisme. La tyrannie ne fait pas dans la demi-mesure.

Liberté d'expression en France : «le moindre avis alternatif est dans le collimateur», dénonce la diplomatie russe - RT 7 août 2026

« *Nous considérons inacceptables et condamnons fermement la persécution politique des journalistes sur la base d'accusations sans fondement* », a déclaré le 6 août, lors d'un point presse, Alexeï Fadeïev, porte-parole adjoint de la diplomatie russe.

Celui-ci est revenu sur le récent arrêté d'expulsion pris à l'encontre de Xenia Fedorova, qui dirigeait la branche française de RT et qui était devenue chroniqueuse sur CNews. Un poste

d'où elle abordait notamment le conflit en Ukraine, évoquant la perception russe de ce dernier. Une démarche, relevant de la déontologie journalistique, qui lui a valu d'être qualifiée de « *relais du Kremlin* » par ses détracteurs.

Ces derniers furent d'ailleurs nombreux à se réjouir publiquement de l'arrêté d'expulsion visant Xenia Fedorova, puis du gel de ses avoirs décidé par des autorités françaises qui ont pris fait et cause pour Kiev.

« *Nous constatons depuis longtemps que les autorités françaises associent systématiquement tout problème dans le pays à une "trace russe"* », a-t-il poursuivi, alors que plusieurs prétendants à la fonction suprême en France – et pas les mieux placés dans les intentions de vote – prétendent depuis plusieurs jours être la cible d'une opération russe.

« *Tout point de vue alternatif est qualifié de "propagande des narratifs russes" et s'accompagne de tentatives de museler le journaliste ou le média concerné de l'espace informationnel* », a encore déclaré Fadeïev. « *Il s'agit d'une lutte qui s'intensifie et qui prend de plus en plus souvent la forme de mesures punitives prises à l'encontre de médias et de journalistes jugés indésirables* », a-t-il ajouté, lui qui a notamment rappelé le sort qui fut celui de RT France et Sputnik après l'éclatement du conflit en Ukraine.

« *La liberté de la presse et la liberté de l'expression, si bruyamment proclamées en paroles, sont en réalité cyniquement bafouées, dès qu'une position diverge du "courant dominant" néolibéral ou antirusse* », a asséné le diplomate.

« *Il serait toutefois incorrect d'affirmer que les autorités du pays s'en prennent uniquement aux médias russes. Le moindre avis alternatif est dans le collimateur* », a-t-il poursuivi...

Barbarie. Le grand nettoyage nazi a commencé dans le territoire de Gaza.

J-C - Les sionistes nazis reproduisent à leur manière l'Opération 1005 (Sonderaktion 1005), qui fut menée par les nazis de juin 1942 à fin 1944 en Europe de l'Est pour faire disparaître les traces de leurs immenses massacres.

Des machines spéciales destinées à broyer les fragments d'os restants furent utilisées pour rendre toute identification et toute comptabilité des corps impossibles, exactement comme à Gaza, où gravats et restes humains sont mélangés puis broyés.

Israël efface les preuves du génocide à Gaza, évacuant gravats et restes humains au rythme de 100 camions par jour par Euro-Mediterranean Human Rights Monitor Euro-Med Monitor 3 août 2026 - Mondialisation.ca, 05 août 2026

https://www.mondialisation.ca/israel-efface-les-preuves-du-genocide-a-gaza-evacuant-gravats-et-restes-humains-au-rythme-de-100-camions-par-jour/5709427?doing_wp_cron=1786082676.2977740764617919921875

Vidéo d'AP - Niveau de destruction de la bande de Gaza.

Une analyse.

Opposition contrôlée. Faux dissidents, opposants d'opérette. Ils veulent tous sauver le capitalisme et leurs privilèges.

Ce qui est déterminant, ce sont les causes qui sont à l'origine des crises financières ou boursières, car ce sont elles qui vont déterminer de quelle manière elles vont être traitées et partant de là, comment elles vont se terminer, sachant qu'elles échappent à tous les acteurs.

On aura observé tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, que depuis la crise des années 30 qui avait débuté par la krach de Wall Street aux Etats-Unis en octobre 1929, aucune autre crise de cette nature n'a eu la même portée ou n'a été menée aussi loin sur le plan social, toutes ont été contenues ou contrôlées, aucune ne s'est traduit par un effondrement totale du capitalisme, de sorte qu'aucune ne dégénère en crise révolutionnaire et menace l'existence du capitalisme.

Si c'est un fait incontestable, pour autant que, que ce soit du côté des représentants du capitalisme ou du mouvement ouvrier, nulle part vous trouverez des articles qui vous expliquerait ce qui s'est réellement passé et quel rôle jouèrent chacun des acteurs de cette comédie. Car enfin, il faut se souvenir que toutes ces crises furent prévisibles, qu'elles furent toutes annoncées longtemps à l'avance, alors pourquoi les laissèrent-ils se réaliser, c'est la question qu'on serait en droit de se poser que les uns et les autres évitent soigneusement d'aborder parce qu'elle est trop compromettante.

Les crises financières se produisent dans un contexte bien précis, et elles sont le produit d'un processus parvenu à maturité au bout d'une période plus ou moins longue, de ce fait, tout le monde a largement eu le temps de les voir venir et d'agir en conséquence, ce qui n'empêchera pas certains de s'en étonner plus ou moins hypocritement, puisque chacun est censé savoir de quoi il retourne depuis le temps qu'elles se produisent, si une solution existait pour en venir à bout définitivement, cela se saurait.

Toutes les crises furent à la fois rendues inévitables et programmées, tout du moins du point de vue de leur déroulement, c'est-à-dire, qu'elles furent le produit d'un choix délibéré, d'une délibération assumée, du fait que ceux qui la produisirent et ceux qui devaient la réduire étaient les mêmes acteurs de l'oligarchie financière ou leurs représentants au sein de l'Etat, de la Banque centrale, tout simplement parce que c'étaient eux qui incarnaient le capitalisme et personne d'autre. Ils y étaient subordonnés, dans le sens où les lois du fonctionnement du capitalisme s'imposaient aussi à eux, et c'étaient eux également qui devaient trouver une solution à ces crises de manière à assurer la pérennité du capitalisme et écarter tout risque de révolution sociale et politique.

Et qu'est-ce qu'on remarque dans absolument tous les articles qui traitent de cette question que nous proposent les médias dit sociaux, les blogs dits alternatifs, indépendants ou de

gauche animés par des intellectuels ou d'ex-agents souvent à la retraite ou dissidents du capitalisme, tous font l'impasse sur la lutte des classes, tous font abstraction de la lutte du mouvement ouvrier, ne parlons pas du socialisme, tous se situent en dehors, ce qui signifie que tous se situent exclusivement sur le terrain de classe du capitalisme, qui demeure leur horizon indépassable.

C'est ce qui fit dire en 2016 au fondateur du média *Blast*, Denis Robert, que le capitalisme était « *ce qu'on a trouvé de moins pire* », ce qu'on fait de mieux en somme, alors que sans interruption depuis le 11 septembre 2001 le capitalisme enchaînait les guerres, gageons que 10 ans après cette déclaration le génocide des Palestiniens n'empêche pas de dormir tranquillement Denis Robert, comme Thierry Meyssan, on comprend pourquoi après l'affaire Clearstream il est encore en vie.

Voici comment se situent tous ces acteurs politiques sur le plan idéologique, qui se présentent comme des opposants, des dissidents, des progressistes, des souverainistes, etc. et qui en réalité sont idéologues ou des porte-parole du capitalisme, ils sont souvent issus de la social-démocratie ou du stalinisme.

Leur unique fonction n'est pas d'informer, c'est d'infuser des illusions dans le capitalisme dans la tête de tous les travailleurs qui disposent d'un début d'esprit critique, de manière à ce qu'ils ne rejoignent pas les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier qui combattent pour le socialisme.

Arguments proposés par l'IA de Google que j'ai retenus.

IA - En cherchant à moraliser le système plutôt qu'à l'abattre, la démarche de Denis Robert s'apparente, selon ses détracteurs, à une tentative de régulation pour sauver le capitalisme de ses propres excès.

J-C - Quelle sordide intention, quel sale type !

Visiblement, la régulation du capitalisme ne fonctionne pas, pas plus que les traités de paix. L'essentiel qu'il faut retenir, c'est que tous ces esclavagistes cautionnent l'exploitation de l'homme par l'homme et tout ce qui l'accompagne, les guerres, etc. Ces gens-là se font passer pour des humanistes, alors qu'en réalité ce sont de véritables ordures.

IA - L'approche réformiste

Le "*capitalisme à visage humain*" : En affirmant que le problème réside uniquement dans la redistribution et l'opacité, il sous-entend que le capitalisme pourrait être juste s'il était mieux régulé.

J-C - Ben voyons, pour un peu il y aurait des guerres impérialistes et des génocides "*juste*" !

Le capitalisme vit littéralement du vol de la force de travail du travailleur, c'est sa raison d'être et il n'en a pas d'autres, dès lors comment pourrait-on qualifier de juste une telle pratique ? Si telle était le cas, toute personne qui s'estimerait spolier pourrait justifier d'en voler une autre

moins pauvre qu'elle au nom de la justice sociale, mais dans le cas-là la société deviendrait un coupe-gorge pour tous les nantis !

IA -La survie du système : Éliminer la corruption et l'évasion fiscale permettrait en réalité de stabiliser le marché et de le rendre acceptable pour les citoyens, évitant ainsi une rupture systémique.

J-C - Foutaises, la corruption et l'évasion fiscale ne se sont jamais aussi bien portées, la corruption fait partie prenante du capitalisme. Et puis cela ne résoudrait pas la question de l'exploitation qui est escamoté ici, c'est uniquement à cela que servent tous ces arguments démagogiques.

IA - L'illusion de la moralisation : Pour les anticapitalistes stricts, le capitalisme est intrinsèquement basé sur l'exploitation ; tenter de le rendre éthique est une utopie qui prolonge sa durée de vie.

J-C - Moraliser le capitalisme est une entreprise criminelle, pourquoi ne pas moraliser un génocide ! Ces gens-là n'ont aucun scrupule, rien ne les arrête, leurs intentions sont aussi sordides et cruelles que celles des oligarques.

IA - Une vision sociale-démocrate traditionnelle

Régulation étatique : Sa position rejoint celle des keynésiens ou des sociaux-démocrates du XXe siècle, qui croient en un État fort capable de dompter les marchés.

J-C - C'est bien du domaine de la croyance, de l'illusionnisme, c'est un peu éculé, plutôt dépassé, vous ne trouvez pas ?

De plus, adopter à la fin du XXe siècle une position social-démocrate sachant qu'elle a trahi le socialisme en 1914, qu'elle se réclame de l'économie de marché ou du capitalisme tout comme la droite et l'extrême droite, Robert et Blast en se classant à gauche réalise une escroquerie politique basée sur une interprétation révisionniste de la définition de la gauche qui signifiait historiquement rompre avec le régime économique en place. Vous me direz, sans rompre toutefois avec l'exploitation. Effectivement, en ce sens cette notion de droite et de gauche est une escroquerie, puisqu'elle ne remet pas en cause le système d'exploitation de l'homme par l'homme. Autrement dit, tout discours qui fait référence à la droite ou à la gauche est pour le moins suspect, habituellement il sert à maquiller une quelconque compromission.

IA - Préservation de la propriété privée : Contrairement aux théories marxistes, il ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production, mais l'usage qui en est fait par l'oligarchie.

J-C - La préservation de la propriété privé, c'est la raison d'être des Denis Robert et Cie., de tous ces blogs et médias dits sociaux.

C'est tout ce qu'ils peuvent vous proposer comme perspective politique, en avançant masqués pour mieux vous égarer ou vous tromper, vous n'avez rien à en attendre, ne leur faites aucun

don, soutirez- leur des informations à l'occasion en évitant de les soutenir, ils ont choisi leur camp et ce n'est pas le nôtre, malheur à ceux qui l'oublieraient !

Pour revenir aux crises financières ou systémiques du capitalisme.

Je ne les présente pas telles qu'elles se produisirent naturellement, mais telles qu'elles furent instrumentalisées par l'oligarchie financière.

Elles ont toutes été provoquées ou fomentées par l'oligarchie financière anglo-saxonne, pas forcément en recourant aux mêmes procédés, du fait qu'elles n'avaient pas été forcément conçues dans le même but, certaines le furent en poursuivant des objectifs politiques, d'autres par intérêts économiques, les unes et les autres en impliquant des acteurs économiques ou politiques très divers, pour mettre en difficulté ou renverser des gouvernements (Argentine, Grèce), restructurer des secteurs économiques (institutions financières, énergie, communication, transport, pharmaceutique, etc.) favoriser certains acteurs économiques (GAFAM), saisir des parts de marché, renforcer leur contrôle des différentes places boursières, des banques...

Le système capitaliste repose essentiellement sur la confiance des investisseurs, il suffit que celle-ci fasse défaut pour que tout leur système s'effondre. Il est donc capital de leur fournir des garanties ou des gages, et lorsqu'ils sont introuvables ou n'existent pas, pas de problème, ils vont en créer artificiellement en recourant à différents mécanismes financiers légaux, plus ou plus occultes et véreux, qui vont de la planche à billets à la pyramide de Ponzy, des comptes truqués aux bilans falsifiés en passant par des escroqueries pures et simples, un endettement colossale sans garantie, des taux de rentabilité ou des retours sur investissement farfelus ou totalement déconnectés de la réalité, la titrisation ou la dissimulation de créances pourries au sein de structures financières complexes (Subprimes), etc.

Qui a dit que le capitalisme ne s'effondrait pas ou plus ?

- Marché des changes : pourquoi les États-Unis ont volé au secours du yen ? -
lafinancepourtous.com 07 août 2026

Le 31 juillet 2026, le Trésor américain est intervenu sur le marché des changes pour acheter des yens, une première depuis 1998. Officiellement, un geste de solidarité envers un allié. En réalité, un calcul intéressé pour protéger le marché obligataire américain lui-même.

Pourquoi le yen s'est-il effondré ?

Fin juillet 2026, le dollar est monté à près de 164 yens, son plus haut niveau depuis 1986. Dans le même temps, le taux des obligations d'État japonaises (JGB) à 10 ans a atteint 2,88 %, du jamais-vu depuis 1996. Deux mouvements liés : une même crise de confiance envers la monnaie et la dette japonaises, alimentée par les doutes sur la capacité de la Banque du Japon à normaliser sa politique monétaire, une demande domestique insuffisante pour absorber son retrait du marché obligataire, et la remontée des prix de l'énergie liée aux tensions au Moyen-Orient.

Comment s'est déroulée l'intervention hors norme américaine ?

Le 30 juillet, Tokyo dépense seul jusqu'à 58,97 milliards de dollars pour racheter sa monnaie. Le lendemain, Washington rejoint l'opération : la Fed de New York vend des euros pour acheter des yens, pour le compte du Trésor américain, via Goldman Sachs et Morgan Stanley.

Au total, l'opération conjointe mobilise environ 53 milliards de dollars, dont 5 à 10 milliards apportés par les États-Unis. Le montant américain paraît modeste, mais le symbole est fort : première intervention conjointe sur le yen depuis 1998.

Pourquoi Washington est-il vraiment intervenu ?

Le Japon est le premier créancier étranger des États-Unis, avec environ 1 200 milliards de dollars de bons du Trésor (Treasuries). Quand le yen s'effondre et que Tokyo doit intervenir, il a besoin de dollars et pour s'en procurer, il vend une partie de ses Treasuries. Or vendre massivement des Treasuries fait grimper les taux d'intérêt américains, ce qui renchérit aussitôt les crédits immobiliers, les prêts aux entreprises et la dette publique américaine elle-même.

Le calcul de Washington est donc simple : chaque dollar dépensé seul par le Japon est un dollar potentiellement levé en vendant de la dette américaine. En intervenant directement plutôt qu'en laissant le Japon vendre ses Treasuries, le Trésor américain limite ce risque d'auto-préservation habillée en solidarité. Un outil technique renforce cette logique : la facilité FIMA repo, créée en 2020, permet au Japon de lever des dollars sans vendre directement ses bons du Trésor. [lafinancepourtous.com](https://www.lafinancepourtous.com) 07 août 2026

<https://www.lafinancepourtous.com/2026/08/07/marche-des-changes-pourquoi-les-etats-unis-ont-vole-au-secours-du-yen/>

J-C - Revenons à notre sujet, la crise du capitalisme. Quand les faux-monnayeurs entrent en action.

Les économies sont imbriquées, que ce soit au niveau des principaux acteurs financiers intervenant à titre privé, des institutions financières, des entreprises, des États. Plus les sommes d'argent investis sont importantes, plus ces différents acteurs se tiennent informés de l'évolution de la situation économique, sociale et politique dans le monde.

Maintenant on voudrait nous faire croire que les malheureux banquiers ou les sommets de l'oligarchie financière ignoreraient tout de ces magouilles ou escroqueries financières, pour un peu on voudrait nous persuader qu'ils ne sauraient pas compter, tapis dans l'ombre ils ne sauraient rien. C'est ridicule au possible comme argument, surtout sachant qu'ils ont des intérêts croisés dans toutes ces affaires (et entreprises), qu'ils sont tous impliqués dans la plupart des coups pourris, qu'ils investissent sur les mêmes marchés, qu'ils en partagent le contrôle, alors qui va croire à part des idiots, qu'ils seraient étrangers au déclenchement de toutes les crises financières, surtout sachant qu'ils en seront les principaux ou les seuls bénéficiaires, ce qui est également valable pour les guerres, y compris sur le plan politique.

Depuis le 11 septembre 2001, j'ai l'impression qu'ils ont adopté la stratégie du tout ou rien. Pourquoi ou comment?

Considérant qu'aucun ennemi ne pouvait rivaliser avec eux, ils en déduisirent qu'ils n'avaient de compte à rendre à personne, ayant pris conscience qu'ils détenaient tous les pouvoirs sans partage ou presque, sachant que le mouvement ouvrier international était décomposé et disloqué, ils ont décidé qu'ils pouvaient user et abuser de leur pouvoir sans prendre le moindre risque pour s'attaquer à la superstructure des sociétés occidentales en priorité, telle qu'elle s'était constituée tout au long du développement du capitalisme depuis le XVI^e siècle, ce qui inclut en partie celle de l'Ancien Régime, ce qui est normal puisque certaines représentations ou institutions, des mœurs et des croyances existant à cette époque ont subsisté bien après ou jusqu'à nos jours, la religion et la famille par exemple, pour refonder tous les rapports sociaux sur une base totalement déshumanisée, transhumaniste, d'où l'intérêt d'activer le communautarisme, qui va servir à provoquer une division et un affrontement entre les membres de toutes les classes de la société jusqu'au sein de chaque famille, de sorte qu'ils ne seront plus en mesure de se rassembler pour lutter ensemble contre la politique antisociale qu'on leur impose, contre l'Etat et le capitalisme.

Ils ont commencé par le coup d'Etat du 11 septembre 2001 afin de démanteler tout le Moyen-Orient, tel qu'il fut structuré au lendemain des deux guerres mondiales du XX^e siècle, mais pas que. La Réserve fédérale distribuera sous forme de prêts à des taux très avantageux aux banques, de rachats de titres aux fonds de pensions, de crédits de trésorerie aux entreprises, à hauteur cumulée de 188 à 300 milliards de dollars.

Ils poursuivirent avec la crise des subprimes en 2008, le jackpot ou casse de tous les temps, car il permit à la Fed de fabriquer et distribuer entre 2007 et 2010 à titre de prêts directs et d'achats d'actifs plus de 29,000,000,000,000 de dollars (29 616,4 milliards \$), vous avez bien lu, il n'y a pas d'erreur, 29 mille milliards de dollars, selon la comptabilité la plus complète et la plus précise réalisée du plan de sauvetage de la Fed par James Felkerson du Levy Economics Institute, basé sur l'analyse des données menée avec Nicola Matthews pour le projet de la Fondation Ford. (Source : https://www.levyinstitute.org/pubs/wp_698.pdf)

Ensuite ils embrayèrent en 2020 recourant à un coup d'Etat et en inventant une pandémie mondiale au cours desquels la Fed allait leur distribuer 3 300 milliards de dollars en 2020, tandis que l'État américain injectera environ 4 600 milliards de dollars d'aides directes (lois CARES Act, chèques de relance aux ménages, aides aux chômeurs). Entre janvier 2021 et décembre 2023, la Fed injectera environ 1 500 milliards de dollars nets supplémentaires via ses programmes d'achats d'actifs. (Source : différents portails financiers américains)

Et en "*temps normal*", comment se débrouillent-ils ? De la même manière ou c'est tout comme!

La dette totale mondiale, qui englobe les emprunts publics et privés, s'élève au montant record de 352 700 milliards de dollars d'après les dernières données de l'Institute of International Finance (IIF). Ce volume massif représente environ 310 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète. (Source : lesechos.fr)

Les administrations publiques et les entreprises des pays de l'OCDE devraient emprunter 29 000 milliards USD sur les marchés obligataires en 2026. Cela représente 4 000 milliards USD de plus qu'en 2024, soit une augmentation de 17 %, et deux fois plus que le montant emprunté il y a dix ans. Les emprunts des administrations centrales des pays de l'OCDE ont atteint 17 000 milliards USD en 2025, soit 40 % de plus qu'en 2022. Les emprunts des entreprises sur les marchés ont également augmenté, atteignant 6 800 milliards USD. (Source : https://www.oecd.org/fr/publications/2026/03/global-debt-report-2026_59d2d627.html)

La capitalisme ne vit plus seulement à crédit, il est couvert de dettes dans des proportions faramineuses, il se livre à une destruction gigantesque de forces productives, il a déjà hypothéqué les profits des générations à venir, de sorte qu'il ne reste pratiquement plus rien à gratter, par conséquent, ils tentent de prendre le contrôle des secteurs économiques qui leur échappent encore en partie, notamment dans l'alimentation (élevage), la médecine ou la santé, les connaissances, etc. Ils en viennent à instrumentaliser et mercantiliser la nature, le climat, l'atmosphère, les planètes, les virus et les bactéries, privatiser et rationaliser au maximum tout ce qui peut l'être encore. Et pour appliquer ce programme, ils doivent impérativement réduire au silence toute résistance ou toute voix qui s'y opposerait, d'où leurs attaques quasi quotidiennes contre la liberté d'expression au nom de menaces fictives qu'ils inventent pour l'occasion sans craindre d'être contredit, puisque tous les médias leur sont acquis, ainsi que la plupart des partis politiques. Quant à ceux qui les critiqueraient, leurs arguments sont émoussés ou ne portent pas loin, dans la mesure où ils n'ont pas l'intention de remettre en cause l'existence du régime en place, et ils le savent.

Il leur reste à pressuriser les travailleurs, l'économie de guerre, renouer avec les pires moments de la colonisation, mais cela s'avère très périlleux ou impossible, risqué, car ils se retrouvent de plus en plus isolés, face aux masses dont le comportement est imprévisible, au fur et à mesure qu'elles doivent affronter directement les conséquences catastrophiques ou tragiques des contradictions du capitalisme, logiquement cela devrait les amener à se radicaliser, dans quelle direction, là est la question...